



LA MINUSCA ESTIME QUE LE DÉPLOIEMENT DES PRÉFETS ET SOUS-PRÉFETS AIDERA À RÉSOUDRE LES CONFLITS

Bangui, le 18 octobre 2017 – La MINUSCA estime que le déploiement des préfets et des sous-préfets est un pas extrêmement important en vue de la restauration de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire et de la résolution des conflits. La Mission réitère sa volonté d'appuyer les nouvelles autorités préfectorales dans leur mission d'œuvrer à la restauration de l'ordre et de la sécurité dans les régions.

Lors de la conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA, le porte-parole Vladimir Monteiro a indiqué que les sous-préfets suivent actuellement une formation à Bangui, organisée par Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation et Régionalisation, dans le cadre du Programme du Redéploiement de l'Administration Publique (PRAP) et avec l'appui de la MINUSCA et du PNUD. Les deux institutions des Nations Unies avaient déjà soutenu l'organisation de l'atelier de renforcement des capacités des préfets, tenu à Bangui du 27 au 30 septembre.

Monteiro a aussi souligné que la Mission a participé lundi dernier à Zemio, à une rencontre réunissant des membres des communautés chrétienne et musulmane. « La MINUSCA salue cette initiative encourageante et met en garde contre toute tentative de manipulation par des personnes mal intentionnées dans la zone et ailleurs », a-t-il déclaré.

Le porte-parole a également indiqué que la MINUSCA a documenté 72 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme, entre le 12 et le 18 octobre 2017, qui ont affecté au moins 130 victimes. Les responsables présumés sont d'une part, des éléments des groupes armés et d'autre part, des agents de l'Etat. Toujours dans le chapitre des droits de l'homme, le porte-parole a dénoncé les menaces de mort proférées par des anti-Balaka contre quatre employés de Radio Mbari, à Bangassou. Il a aussi rappelé la publication du Rapport des Nations Unies sur les violations et abus du Droit International des droits de l'homme et les violations du Droit International humanitaire par la Coalition du Front Populaire pour la Renaissance de Centrafrique (FPRC) et du Mouvement pour l'Unité et la Paix en Centrafrique (UPC), dans la Haute-Kotto et la Ouaka entre le 21 novembre 2016 et le 21 février 2017. Les conclusions des enquêtes menées sur les sites de Bria et de Bakala démontrent que les groupes armés ont tué au moins 133

attribuables à l'UPC et 22 à la coalition FPRC.

Pour sa part, le porte-parole de la Force, le Major Séraphin Emboundza, a précisé que la Force maintient une posture forte dans toutes les régions de déploiement afin d'assurer la protection de la population civile. Il a annoncé la multiplication des patrouilles, mais rappelle que l'usage de la Force n'est toujours pas la première option dans la crise actuelle en Centrafrique. Il a fait savoir que la Force de la MINUSCA a également mené plusieurs actions humanitaires et la réhabilitation de routes à travers le pays, pour le bien de la population.

De son côté, la porte-parole de la Police Oana Andreea Popescu, a indiqué que son institution a formé 11 policiers dont 04 femmes affectés au commissariat spécial de l'aéroport M'Poko de Bangui. La formation a porté sur les procédures spécifiques de gestion d'un poste de police d'aéroport, notamment le filtrage à l'entrée principale d'un aéroport ainsi à l'entrée de la salle de réception des bagages.